

TRADUCTION EXTÉRIEURE NON RÉVISÉE

Document 14

Per Persson

2000-05-15

Sujet: L'agriculture, activité principale des CEA

1. Résumé

La Suède dresse des statistiques en matière d'agriculture depuis déjà bon nombre d'années. Lorsqu'il est devenu membre de l'UE en 1995, le pays a adopté le concept des CEA et a donc vu une augmentation de ses tâches statistiques dans le domaine agricole. Ainsi, ces statistiques ont dû prendre en compte la totalité de l'horticulture ainsi que l'élevage de rennes et d'autres activités qui ne figuraient pas dans le secteur agricole. Si l'on considère les besoins de statistiques économiques, on comprend que l'agriculture traditionnelle est encore en point de mire. Outre la nécessité de suivre l'évolution générale du secteur, il est intéressant d'établir des comparaisons avec d'autres pays et de se rendre compte de l'incidence de la politique agricole commune (la PAC). Pour être à même de répondre aux divers besoins statistiques, il ne suffit pas d'accéder aux exigences d'Eurostat car les informations des CEA doivent être extraites conformément à d'autres dimensions. Il faut pour cela que les données de base destinées aux CEA puissent être ventilées en aspects d'intérêt précis. Sont visées des ventilations régionales ainsi que des ventilations en aspects nécessaires pour établir des comparaisons avec d'autres pays. Il importe de dissocier l'agriculture traditionnelle, considérée ici comme l'activité principale, des autres éléments des CEA. Les comparaisons et analyses avec d'autres pays pourront dans ces conditions s'effectuer de façon plus valable.

2. Contexte

Depuis de nombreuses années, la Suède utilise divers types de calculs pour son secteur agricole. Ces calculs avaient surtout pour but de chiffrer les revenus totaux des agriculteurs et les coûts des prises de décisions politiques. Lorsque le pays est devenu membre de l'UE, il a adopté le concept Eurostat des CEA. Ce concept ne correspondant pas tout à fait aux pratiques antérieures de la Suède, certains compléments et ajustements se sont avérés nécessaires. Mais comme une demande nationale s'est manifestée en faveur du maintien des anciens modes de calcul, il a fallu instaurer le fonctionnement en parallèle des deux systèmes. Au cours de l'an passé, le pays a entrepris d'intégrer ces deux systèmes et a même, dans une certaine mesure, étendu les possibilités en établissant une ventilation des calculs qui facilite la focalisation sur certains sujets d'intérêt particulier, par exemple les questions environnementales.

Le but du présent document est de montrer comment les CEA pourraient être scindés en différentes parties à des fins d'analyse et autres. Il s'agit surtout de déterminer comment scinder les CEA afin de fournir des informations sur des aspects des statistiques qui pourraient s'avérer particulièrement utiles pour des études ad hoc et d'autres types d'études. Même dans le

cas de comparaisons entre pays, il pourrait être utile de considérer certains aspects des statistiques au lieu d'étudier uniquement les chiffres totaux. Il serait extrêmement intéressant de déterminer comment les chiffres qui composent les CEA pourraient servir d'outil pour les indicateurs de surveillance demandés par le Comité STAR¹.

À titre d'information contextuelle, je présenterai un bref résumé historique de la politique de la Suède en matière de statistiques agricoles (chapitre 3) et énoncerai les besoins d'information fondamentaux qui pourraient être couverts par les CEA (chapitre 4).

3. Bref résumé historiques des statistiques sectorielles agricoles en Suède

Utilisation des statistiques

Entre le milieu des années 1960 et la fin des années 1980, les statistiques sectorielles ont constitué l'un des principaux outils de détermination des prix à la production des agriculteurs. En bref, le système fonctionnait comme suit. Le volet "coûts" du calcul était multiplié par le pourcentage de variation d'un indice spécifique sur une période de six mois, et le résultat en millions de SEK était considéré comme une augmentation de coûts liée aux prix pour l'ensemble du secteur agricole. Ce montant constituait la portion principale de la "compensation accordée aux agriculteurs". Une des autres portions était la compensation de revenus, calculée dans un premier temps comme la différence entre le total de la valeur produite et le total des coûts. Cette différence était considérée comme les revenus totaux des agriculteurs et multipliée par le pourcentage de croissance des salaires d'autres groupes socio-économiques. La compensation de coûts et la compensation de revenus formaient la compensation totale. Des réductions de ce montant étaient effectuées pour les améliorations de productivité du secteur. Le montant résultant était alors réparti entre divers produits agricoles, la majeure partie des fonds allant aux secteurs laitier et céréalier. La compensation était prise comme une augmentation des prix des produits au moyen d'un ajustement des tarifs.

Comme on peut le constater, les calculs agricoles ont joué un rôle prépondérant dans la détermination des montants à attribuer aux agriculteurs à titre de compensation. De nombreux efforts ont visé à rendre les calculs aussi valables que possible. Des groupes de travail débattaient sans cesse du traitement à réserver aux divers éléments des calculs.

L'année 1989 a marqué un tournant en Suède. L'ancien système de calcul a été rejeté et une période transitoire a commencé. Bon nombre d'anciennes réglementations ont été abandonnées. L'intérêt porté au calcul des revenus et des coûts s'est considérablement estompé, et aucun effort particulier n'a été consenti en vue d'améliorer le système existant. De nombreux coûts ayant simplement été actualisés au moyen d'indices, les chiffres ne reflétaient pas les changements de volume. Lorsque la Suède est devenue membre de l'UE, une nouvelle demande de chiffres statistiques sectoriels est apparue. Le Conseil commun, qui était à l'époque chargé des calculs sectoriels, était conscient de la piètre qualité de certains aspects des statistiques. La tâche d'adaptation de tout le système statistique aux normes de l'UE n'a pas facilité la concentration des efforts sur l'amélioration à court terme du matériel statistique pour les CEA. Un projet d'examen de ce matériel a toutefois été lancé durant l'automne 1998. Cette tâche a en réalité coïncidé avec l'adaptation aux nouvelles normes des CEA.

Améliorations en 1998-1999

¹ Comité des structures agricoles et du développement rural

L'amélioration initiée en 1998 était focalisée sur la consommation intermédiaire, considérée comme le point le plus faible des statistiques. La version originale du système statistique suédois comportait beaucoup de postes de coûts, qui étaient calculés à l'aide d'un matériel de base de plus en plus faible. En 1999, un grand nombre de ces postes ont été fondus en quelques gros postes de coûts. Depuis cette révision, des estimations séparées ne sont plus réalisées que pour les fertilisants, les semences, les aliments pour animaux, la maintenance et les autres coûts. Les chiffres du Réseau d'information comptable agricole (RICA) sont utilisés pour l'estimation de ces deux derniers postes. Les numéros comptables appropriés du RICA sont associés afin de permettre l'estimation de ces deux types de coûts. Lors de contacts avec Eurostat pendant l'automne 1999, nous avons indiqué quels numéros comptables du RICA ont été utilisés. En employant les chiffres du RICA à un niveau de synthèse élevé, il est possible d'obtenir des estimations plus valables que ce qui était possible avec des chiffres du RICA plus ventilés pour des estimations globales.

Les CEA demandent aussi des chiffres ayant trait aux dépenses de carburant, d'électricité, de pesticides et aux dépenses vétérinaires. Dans le système CEA révisé pour la Suède, ces coûts font partie du poste Autres coûts et ne peuvent être estimés séparément des données du RICA avec une précision acceptable. Pour pouvoir satisfaire aux exigences des CEA, d'autres sources d'estimation sont utilisées pour ces quatre postes et sont soustraites du poste Autres coûts. Cela signifie qu'elles n'ont pas d'incidence sur le niveau total de la consommation intermédiaire. Le cadre applicable à la consommation intermédiaire se compose toujours de l'addition des coûts de fertilisants, de semences, d'aliments pour animaux, de maintenance et des Autres coûts.

Pour les coûts de main-d'œuvre et les intérêts versés, aucun changement n'est intervenu dans la dernière révision des CEA pour la Suède. La base applicable aux estimations n'étant pas vraiment suffisante, nous recherchons des alternatives à l'heure actuelle. Hormis les coûts de main-d'œuvre et les intérêts versés, les postes du volet Coûts et même du volet Production sont, à notre sens, de qualité correcte ou acceptable en ce qui concerne l'agriculture traditionnelle, dont nous verrons la définition au chapitre suivant.

Principes

À l'origine, les statistiques nationales suédoises suivaient des principes nominaux qui impliquaient que l'amortissement était calculé sur la valeur d'achat et l'intérêt sur le taux d'intérêt nominal. Dans les années 1980, lorsque l'inflation était très élevée en Suède, un débat a été lancé au sujet du traitement à réserver à l'inflation dans les statistiques du secteur. Il en est résulté l'introduction de principes de calcul en termes réels. Ainsi, l'amortissement était désormais calculé sur les valeurs de remplacement et l'intérêt sur le taux d'intérêt réel.

Lorsque la Suède a discuté des principes des nouveaux CEA, certains économistes ont réagi à la combinaison de la valeur de remplacement pour l'amortissement et de l'intérêt nominal. À notre avis, il s'agit d'un mélange de deux principes qui entraîne une surestimation du volet Coûts et une sous-estimation de certains indicateurs de revenus, notamment l'indicateur C (revenus d'entreprise de l'agriculture).

La distinction entre les divers types juridiques d'exploitations agricoles n'a pas beaucoup d'importance en Suède car les personnes juridiques y bénéficient du même traitement que les personnes physiques. De nombreuses exploitations agricoles familiales ont aujourd'hui la

forme juridique d'une société mais ne diffèrent en réalité pas des exploitations familiales gérées en tant que personnes physiques.

4. Besoins de statistiques économiques au niveau sectoriel

De notre point de vue, la liste succincte des besoins pouvant être satisfaits en tout ou en partie par des chiffres des CEA pourraient comporter les points suivants, propres à

- suivre les progrès économiques du secteur agricole en général;
- suivre les progrès économiques du secteur agricole comparativement à d'autres pays;
- analyser l'incidence de la PAC en général;
- analyser les effets des programmes spécifiques (environnementaux, ruraux, etc.) de la PAC.

Commentons à présent ces points un par un. Pour certains domaines, des exemples plus pratiques seront donnés au chapitre 6.

Suivre les progrès économiques du secteur agricole en général

À diverses fins, il y a une demande pour des chiffres indiquant les progrès économiques généraux du secteur. Les débats à cet égard se focalisent souvent sur le "salaire" des agriculteurs. On entend par cela la mesure de ce qui reste aux agriculteurs à la suite de leur investissement en travail ainsi que le rendement de leurs capitaux propres. Cette mesure est souvent comparée au nombre d'heures de travail réellement effectuées par les agriculteurs et à ce que l'on pourrait considérer comme une juste rémunération des capitaux propres investis.

L'indicateur B² des CEA donne une bonne image des progrès économiques du secteur agricole en général. En revanche, il ne reflète pas la compensation perçue pour les capitaux propres investis, une réalité difficile à manipuler tant en théorie qu'en pratique.

Même les indicateurs A³ et C sont utiles pour la mesure des progrès économiques généraux.

La Suède disposait auparavant d'un indicateur dans le cadre duquel la valeur ajoutée brute aux prix de base, augmentée des autres subventions à la production étaient mis en relation avec l'amortissement + les coûts calculés du travail + les coûts calculés des capitaux investis. Cet indicateur, que nous appellerons "indicateur D" pour l'instant, donne également certaines informations sur le rendement des capitaux. Il ne renseigne peut-être pas beaucoup plus que les indicateurs A, B et C en matière de suivi des progrès généraux du secteur, mais il pourrait avoir une certaine utilité pour la comparaison des chiffres de différents pays. Nous y reviendrons lors du point suivant.

En Suède, nous avons parfois mesuré les résultats du secteur dans l'hypothèse de conditions climatiques normales. Cela nous donne une bonne indication des progrès du secteur lorsque nous analysons les effets de la politique agricole effective, par exemple.

Suivre les progrès économiques du secteur agricole comparativement à d'autres pays

² Revenu d'entreprise agricole net par unité de travail annuel non rémunérée

³ Valeur ajoutée nette aux coûts des facteurs de l'agriculture par le total des unités de travail annuel

Nous portons un intérêt de plus en plus vif aux comparaisons des progrès économiques de la Suède par rapport à ceux d'autres pays. Le Danemark et la Finlande se prêtent le mieux à ces comparaisons mais d'autres pays du nord de l'Europe ne manquent pas d'intérêt sur ce plan. Je ne discerne pas d'autre besoin immédiat d'indicateurs autres que le A et le B pour de telles comparaisons. S'il s'avère nécessaire de comparer la Suède à des pays connaissant des conditions de production sensiblement différentes, le recours à l'indicateur peut être envisagé. Cet indicateur reflète en effet les différentes combinaisons de main-d'œuvre et de capital que l'on constate d'un pays à l'autre.

Pour comparer les chiffres de divers pays, il est intéressant de procéder à une division verticale des CEA en plusieurs grands volets. Du point de vue de la Suède, l'agriculture traditionnelle constitue le volet qui présente le plus d'intérêt. Nous examinerons cette division verticale dans le chapitre 5.

Analyser l'incidence de la PAC en général

L'incidence de la PAC sur l'économie agricole constitue également un domaine d'analyse des plus intéressants. Il importe à cet égard de disposer de bons chiffres de fond concernant les aides et les prix à la production. Il pourrait également s'avérer édifiant d'établir des statistiques par région et par sous-groupe d'exploitations afin d'obtenir une vue d'ensemble des tendances, entre autres. Cela permettrait par exemple de déceler une évolution sous-jacente spécifique d'un type d'exploitation dans une région précise, évolution qui n'apparaîtrait pas à la lecture des chiffres totaux.

Si les données des CEA sont importantes, c'est aussi parce qu'elles constituent une base de données propice à l'élaboration de modèles de projections ou de pronostics. L'institut économique suédois est d'ailleurs occupé à mettre au point un tel modèle. Le Ministère de l'Agriculture demande occasionnellement les résultats de certains modèles. Cet aspect est particulièrement important lorsque la Commission débat des changements des volets stratégiques de la PAC.

Il n'y a pas lieu d'entamer un examen des différents indicateurs de revenus concernant ce domaine soumis à la demande. Les données disponibles sont limitées et l'indicateur de revenus livrera tout ce qui sera possible mais pas davantage.

Analyser les effets des programmes spécifiques (environnementaux, ruraux, etc.) de la PAC

Tant des instances nationales que la Commission demandent des chiffres qui rendent compte de l'incidence des diverses aides sur l'économie et la structure agricoles. Il importe de disposer de chiffres valables relatifs aux régimes d'aides ainsi que de statistiques régionales.

Les membres du Comité STAR débattent de ce que l'on appelle les indicateurs de surveillance et d'évaluation. Des données des CEA ont pu être employées pour certains de ces indicateurs. Le RICA constitue une autre source d'information importante pour les indicateurs de surveillance.

5. Volets des CEA

Pour plusieurs raisons, il serait très utile de scinder les CEA en différents volets. D'une manière générale, une telle scission permettrait l'extraction d'informations pertinentes pour des questions spécifiques. Pour la Suède, les volets suivants pourraient présenter un intérêt:

- I. Production en exploitation agricole de produits végétaux et animaux non transformés et destinés à l'alimentation
- II. Transformation en exploitation agricole de produits (du volet I) en produits de consommation ou en aliments semi-transformés
- III. Production de plantes pour l'horticulture, de fruits et productions en serres
- IV. Production de services environnementaux (y compris les étendues cultivées ouvertes)
- V. Production d'autres produits et services
- VI. Ventilation régionale (valeur et unités de travail)

Chaque volet sera brièvement décrit ci-dessous. Ces volets pourraient être considérés comme les diverses parties des CEA. Comme nous le verrons, ils ne présentent pas tous le même intérêt en ce qui concerne les divers besoins décrits au chapitre précédent.

I. Production en exploitation agricole de produits végétaux et animaux non transformés et destinés à l'alimentation

Ce volet correspond au contenu des anciennes statistiques du secteur agricole suédois, que nous avons appelé "agriculture traditionnelle" au chapitre précédent. À notre sens, il s'agit de l'activité principale des CEA. Les produits suivants relèvent de ce volet.

- Céréales
- Pommes de terre
- Betterave sucrière
- Plantes à fourrage
- Oléagineux
- Plantes à apport de protéines
- Légumes de table cultivés sur champs ouverts
- Lait
- Œufs
- Bétail, porcs, moutons, volaille, équidés
- Laine brute, exportations d'animaux (petit poste)
- Services non séparables

L'ensemble des valeurs et coûts de production liés à ces éléments sont compris dans le volet activité principale des CEA. Les valeurs et coûts de la production de légumes de table cultivés sur champs sont inclus dans cette catégorie car il est impossible d'extraire les coûts de cette production d'autres coûts. Il en va de même pour les services non séparables.

Les chiffres de l'agriculture traditionnelle présentent un intérêt pour les quatre domaines de besoins mentionnés au chapitre 4. Cette partie représente une valeur de 34 300 millions de couronnes suédoises sur une valeur totale de 38 500 millions de couronnes suédoises (CEA de 1998)⁴.

⁴ 8,2 couronnes suédoises équivalent à 1 euro.

II. Transformation en exploitation agricole de produits (du volet I) en produits de consommation ou en aliments semi-transformés

En Suède, l'activité dans ce domaine n'ayant qu'une importance marginale, nous ne l'avons pas du tout prise en considération dans les CEA (revenu zéro). Pour les comparaisons avec des pays où ce volet a une importance vitale, il serait intéressant de disposer de données relatives à ces pays.

III. Production de plantes pour l'horticulture, de fruits et productions en serres

En Suède, cette activité n'a que peu d'importance comparativement à l'agriculture traditionnelle. Sa valeur brute est d'environ 2 600 millions de couronnes suédoises sur un total de 38 500 millions pour l'ensemble des CEA. En Suède, les exploitations qui s'occupent de plantes pour jardinage domestique, de fruits et de production en serres sont en général spécialisées et nettement séparées de l'agriculture traditionnelle.

Ce volet des CEA pourrait présenter un certain intérêt pour les comparaisons entre pays. Les associations horticoles suédoises soulignent l'importance de statistiques valables en ce domaine pour l'établissement d'analyses à des fins strictement nationales.

IV. Production de services environnementaux (y compris étendues cultivées ouvertes)

Ce volet des CEA est étroitement lié au besoin de chiffres permettant l'évaluation de l'aide environnementale, mais il pourrait présenter un intérêt d'ordre plus général. L'agriculture traditionnelle constitue le cadre de base de ce volet. Les services environnementaux font partie de ce volet, dont la valeur brute correspond aux aides allouées aux agriculteurs qui adhèrent à divers programmes environnementaux. Les coûts de ces activités sont les coûts spéciaux que doivent effectuer les agriculteurs pour remplir leurs engagements dans le programme concerné. Ces coûts doivent naturellement être séparés des coûts de production végétale et animale.

On pourrait se demander s'il est pertinent de considérer comme des services environnementaux toutes les activités qui bénéficient d'une aide environnementale. Certains des régimes d'aide massive n'exigent en effet aucune mesure inhabituelle des agriculteurs. Par contre, d'autres aspects de programmes environnementaux sont extrêmement restrictifs et imposent de nombreuses activités précises à l'agriculteur désireux d'obtenir l'aide de façon contractuelle.

Si l'on choisit une définition large des services environnementaux, leur valeur totale se chiffre à environ 1 800 millions de couronnes suédoises. L'emploi d'une définition plus restreinte situe cette valeur totale à environ 600 millions de couronnes suédoises.

Outre les services environnementaux liés à certains programmes, le domaine environnemental comporte un autre aspect important, à savoir la culture biologique, qu'il serait intéressant de séparer si possible du restant des CEA. Cette séparation permettrait d'étudier les progrès économiques de cet aspect particulier du secteur agricole.

V. Production d'autres produits et services

Ce volet se compose du reliquat des CEA après le retrait de l'agriculture traditionnelle, de l'horticulture, etc. (voir le point III). Sa valeur n'atteint qu'environ 1 600 millions de couronnes suédoises sur un total de 38 500 millions.

Pour les divers besoins soulignés au chapitre 4, il n'y a pas lieu d'inclure le poste Autres produits et services dans les CEA. À cet égard, le fait que les États membres n'emploient pas les mêmes définitions des éléments à inclure dans ce poste pose un problème. Afin d'illustrer cette difficulté, comparons les termes employés par la Suède et le Danemark.

<u>Suède</u>	<u>Danemark</u>
Rennes	Paille
Miel	Miel
Animaux à fourrure	Animaux à fourrure
Élevage de chevaux	Lapins
Chenils	Chasse
Forêts énergétiques	Œufs destinés à l'éclosion
	Sapins de Noël

Techniquement parlant, ce volet est clairement séparé des autres volets des CEA. Il est donc facile de ne pas l'inclure lors de comparaisons entre pays.

VI. Ventilation régionale

Ce volet est quelque peu différent de ceux que nous avons étudiés jusqu'ici, qui présentent en général un intérêt s'ils sont examinés individuellement. Le volet régional est en effet intéressant à étudier en parallèle avec les autres volets. L'étude de toute combinaison de ce type est en principe possible. Pour la Suède, et probablement aussi pour bon nombre d'autres États membres, les données statistiques comportent toutefois des limitations qui rendent difficiles de telles comparaisons. L'agriculture traditionnelle et les services environnementaux pourraient faire l'objet d'une ventilation régionale. Pour les autres volets, le matériel statistique est insuffisant.

Eurostat exige des chiffres régionaux aux niveaux NUTS, mais d'autres types de ventilations régionales pourraient également se révéler intéressants, par exemple les zones défavorisées et les régions montagneuses en ce qui concerne les indicateurs de surveillance.

6. Données actuellement disponibles en Suède

Techniquement parlant, les CEA suédois sont divisés en trois rubriques principales, qui correspondent aux volets suivants.

- I. Production en exploitation agricole de produits végétaux et animaux non transformés et destinés à l'alimentation
- III. Production de plantes pour l'horticulture, de fruits et productions en serres
- V. Production d'autres produits et services

Ces volets ont déjà été étudiés au chapitre 5.

Les trois parties en question peuvent facilement être dissociées à des fins d'analyse, par exemple. Les données statistiques disponibles sont tout à fait valables pour le calcul des valeurs et des coûts de production liés au premier des trois volets ci-dessus. Nous pouvons même calculer les résultats dans l'hypothèse de conditions climatiques normales pour ce volet. Pour le volet III, nous disposons de chiffres acceptables pour les valeurs de production mais n'avons presque pas de données statistiques pour les coûts. Pour compenser cette lacune, nous

employons des estimations d'experts basées sur des suppositions ayant trait aux relations entre divers coûts et les valeurs de production. Dans ce cas, les chiffres des coûts reflètent une situation normative (telle qu'elle devrait être) et non une situation réelle.

Pour le volet V, nous ne disposons pour ainsi dire d'aucun matériel statistique. Les chiffres sont pour la plupart calculés sur la base exclusive d'estimations d'experts.

Les données relatives aux **services environnementaux** pourraient être extraites de la partie "production" des CEA, au même titre que d'autres types d'aides. L'outil de base dont nous disposons ici est le nouveau registre agricole, étroitement lié au système SIGC. Ce registre fournit entre autres des chiffres relatifs aux structures, aux aides et aux quotas. Des données sur les montants versés à certaines régions dans le cadre des programmes de biodiversité, par exemple, peuvent facilement être extraites du système, de même que la superficie en hectares engagée contractuellement pour l'aide concernée. Des données sur la culture biologique peuvent être obtenues de la même façon.

Les coûts liés aux services environnementaux sont plus problématiques que la valeur de production car la Suède ne dispose à l'heure actuelle d'aucun outil permettant de les mesurer. Le système SIGC ne comporte pas d'informations sur les coûts. Nous pourrions cependant employer les chiffres du RICA à cet effet. Nous œuvrons à une révision du système RICA, qui sera plus souple que l'ancien. Il est important de disposer de chiffres pour les indicateurs de surveillance et d'évaluation demandés par le Comité STAR dans le cadre des programmes de développement rural. Un des objectifs est ainsi d'obtenir des estimations des coûts des services environnementaux. Ce système n'étant pas encore prêt, nous ne disposons pas de tels chiffres. Dans un proche avenir, nous espérons rendre le système opérationnel dans le sens où il fournira une base valable permettant l'estimation des coûts totaux des services environnementaux.

Nous disposons d'un système d'entrepôt de données relié à la base de données du nouveau registre agricole, système qui nous offre de bonnes possibilités techniques de procéder à toute **ventilation régionale** des chiffres du système SIGC. Notons à cet égard l'intérêt particulier que présentent les données relatives aux zones défavorisées et aux régions montagneuses.

La majeure partie du matériel statistique employé pour les estimations de production des CEA provient d'études macro-économiques. Pour la rubrique consacrée à la consommation intermédiaire, trois des cinq postes principaux mentionnés au chapitre 3 font l'objet d'estimations basées sur des études macro-économiques et les deux autres proviennent du RICA. Les autres postes de la rubrique Coûts sont estimés à partir de chiffres de niveau macro-économiques.

Les estimations macro-économiques ne comportent pas d'informations régionales. Pour obtenir une ventilation des chiffres, nous avons recours aux informations d'aide de calculs de chaîne de production spécifiques. Ces calculs ont diverses utilités, notamment pour les estimations des chiffres des MBS (marges brutes standard). Les calculs de chaîne de production s'appuient le plus possible sur des statistiques et fournissent des informations sur les revenus de produits, les aides et les coûts de tous types de moyens dans le secteur agricole (1 vache laitière, 1 hectare de blé d'hiver, etc.). Ils sont ventilés à un niveau régional très bas.

Les calculs de chaîne de production sont amplifiés pour obtenir des estimations régionales. Chaque unité de calcul (1 vache laitière, par exemple) est multipliée par un chiffre-structure correspondant pour la même région (par exemple, le nombre de vaches laitières de la région). Cette opération se traduit par des chiffres pour chaque région et chaque chaîne de production. Ces informations sont déjà précieuses en soi. Par le passé, de telles données ont été employées pour les projections de l'impact de diverses enveloppes nationales de l'Agenda 2000.

La somme des estimations provenant des calculs de chaîne de production devrait former le total des CEA, avec cependant quelques ajustements nécessaires pour obtenir les chiffres CEA exacts. Les calculs de chaîne de production amplifiés sont des approximations base-sommet et diffèrent un peu des chiffres macro-économiques des CEA. Pour les années étudiées, les différences sont minimes et la méthode employée devrait donner une image assez fidèle de la situation de chaque région, à tout le moins si l'on choisit un niveau NUTS ou une zone défavorisée. Les régions plus petites pourraient donner lieu à de plus grandes erreurs.

Pour certains types d'aides contractuelles, notamment l'aide environnementale contractuelle, il n'existe aucune donnée dans les calculs de chaîne de production. Dans ce cas, nous prenons directement les chiffres du système d'entrepôt de données relié au nouveau registre agricole fondé sur le SIGC. Ces chiffres peuvent être ventilés pour tout type de région.

Nous verrons au prochain chapitre des exemples de chiffres régionaux des CEA.

Les UTA, ou unités de travail annuel, posent un problème particulier. Ces unités sont basées sur des informations tirées du volet Main-d'œuvre de l'étude structurelle. À notre sens, les statistiques fournissent des informations suffisantes pour permettre des estimations au niveau sectoriel (pour l'agriculture traditionnelle et l'horticulture). En revanche, les chiffres ne suffisent pas lorsqu'il s'agit d'une ventilation régionale à niveau peu élevé ou d'une ventilation des chaînes de production.

Pour les années de l'étude structurelle ayant fait l'objet d'un recensement, des chiffres valables sont disponibles, même à un niveau régional peu élevé.

Mais comme le recensement ne s'opère qu'une fois tous les dix ans, il est nécessaire d'employer d'autres méthodes d'estimation dans l'intervalle. Pour ce faire, on a recours à un système basé sur ce que l'on appelle les heures de travail standard et constitué de la même façon que le système des MBS (marges brutes standard). Cela signifie que chaque caractéristique des statistiques de structures a sa propre valeur horaire standard. Calculée pour atteindre un niveau total, la quantité d'heures de travail standard devrait en principe correspondre au nombre réel d'heures de travail de l'étude structurelle. Il y a toutefois une différence: les heures de travail standard sont estimées comme temps idéal dans l'hypothèse de bonnes conditions climatiques, alors que la quantité réelle d'heures de travail est basée sur les propres estimations des agriculteurs et mesure le temps de travail réel selon la perception des agriculteurs. En raison de ces différences, les heures de travail standard sont de 10 à 15% moins élevées que les heures de travail réelles sur lesquelles se basent les UTA.

Pour une ventilation régionale ou une ventilation en fonction des diverses chaînes de production, on utilise les heures de travail standard, qui sont ajustées pour permettre la comparaison avec les chiffres réels des UTA.

7. L'activité principale et sa ventilation régionale – exemples chiffrés

Dans le droit fil de ce que nous avons vu au chapitre 5, nous pouvons subdiviser les CEA en différents volets principaux. Le tableau 1 nous montre une telle ventilation, qui comporte trois volets mentionnés au chapitre 6.

- I. Production en exploitation agricole de produits végétaux et animaux non transformés et destinés à l'alimentation
- III. Production de plantes pour l'horticulture, de fruits et productions en serres
- V. Production d'autres produits et services

Dans le tableau 1, nous avons simplifié les intitulés comme suit: l'expression "Agriculture traditionnelle" représente le premier des trois volets, l'expression "Horticulture" représente le second volet (le chiffre romain III) et "Autres produits" le troisième volet (chiffre romain V).

Tableau 1: Volets principaux des CEA de 1997 (en millions de SEK)

	Valeur brute (P)	Conso. intermé.	Conso. Capital	Comp. main-d'œuv.	Intérêts loyers	Sub-vent.	Revenus d'entrep.	Nombre total d'UTA	Dont salariés	Dont non salariés
Agriculture tradit. (I)	32610	24265	5719	1703	3553	6942	4312	77,1	16,6	60,5
Horticulture (III)	1960	1054	211	221	200		274	4,7	2,1	2,6
Autres produits (V)	1635	1243	44	82	45		221	2,0	0,8	1,2
Total	36205	26562	5974	2006	3798	6942	4807	83,8	19,5	64,3

Comme nous l'avons déjà souligné, l'agriculture traditionnelle représente la majeure partie de la valeur brute et des revenus. Pour ce volet, nous disposons aussi de statistiques assez valables. Pour le volet Horticulture (III), la partie Revenus est estimée sur une base statistique alors que la partie Coûts est basée sur des estimations d'experts. Le troisième volet, Autres produits (V), est basé sur des estimations approximatives. Comme aucune base statistique solide n'existe pour ce volet, ses chiffres sont de moins bonne qualité que ceux des autres volets.

Ventilation régionale

Les chiffres relatifs à l'agriculture traditionnelle estimés sur des bases pouvant être combinées avec des études structurelles, le SIGC ou d'autres données, pourraient être employés pour divers types d'analyse mentionnés aux chapitres 4 et 5. Un de leurs aspects essentiels est la division régionale, que requiert également Eurostat. Le tableau 2 illustre un type de ventilation régionale, à savoir une ventilation par zones d'aide.

Tableau 2: Ventilation régionale du volet I des CEA (en millions de SEK)

Zone d'aide	1	2a	2b	3	4	5a	5b	5c	5m	9m	9s	Total
Produc. mar. agri. (p)	292	1069	691	540	1206	2259	4531	2000	893	8311	9547	31340
Subventions	173	584	406	284	387	440	802	390	131	2095	1249	6942
Dont det(?) à part (?)	0	9	4	5	35	9	47	32	9	245	138	533
Valeur brute totale	465	1653	1097	824	1593	2700	5333	2390	1025	10407	10796	38282
Conso.	224	822	551	415	906	1531	3172	1450	643	6198	7082	22995

inter.												
Comp. main- d'œuvre	25	96	58	45	88	169	288	112	41	392	389	1703
Conso. capital fixe	57	241	151	121	268	417	835	343	142	1673	1471	5719
	306	1159	760	581	1263	2117	4295	1905	826	8263	8943	30417
Surplus d'exploitation	160	494	336	243	330	583	1038	485	199	2144	1853	7865
Intérêts, loyers												3553
Revenus d'entreprise												4312

Les zones d'aide 1 à 3 correspondent à des régions montagneuses de Suède et les zones 4 et 5 à d'autres zones défavorisées. Les zones 9m et 9s correspondent aux plaines qui bénéficient uniquement d'aides horizontales et environnementales spéciales.

Actuellement, la ventilation régionale suédoise vise surtout les zones du tableau 2, mais le matériel de fond permet aussi d'autres types de ventilations régionales, par exemple la ventilation par régions NUTS, qu'exige par ailleurs Eurostat.

La qualité des données est acceptable pour l'estimation des revenus des facteurs de production conformément aux CEA sur une base régionale pour ce que nous appelons l'agriculture traditionnelle. En ce qui concerne l'horticulture (le volet III du tableau 1), comme les activités sont fortement concentrées dans la partie sud de la Suède, la ventilation régionale n'est pas particulièrement problématique. Même dans ce domaine, il devrait être possible de calculer les revenus des facteurs de production au niveau régional.

Pour le troisième volet (la partie V du tableau), nous ne disposons d'aucun indicateur pour les ventilations régionales, à l'exception des rennes, dont la production est, par définition, concentrée dans la partie nord de la Suède.

Les indicateurs de revenus stipulés dans les CEA exigent également des chiffres pour les UTA. Là aussi, nous disposons d'estimations tout à fait valables du nombre d'UTA pour chaque zone en matière d'agriculture traditionnelle. Le tableau 3 en montre des exemples chiffrés.

Tableau 3: Nombre d'UTA dans les zones du volet 1

Zone d'aide	1	2a	2b	3	4	5a	5b	5c	5m	9m	9s	Sa
UTA	1097	4505	2848	2024	4165	8748	13954	4394	1535	17648	15414	76331

Si l'on combine les chiffres du tableau 2 avec ceux du tableau 3, l'indicateur de revenus A (comme le décrit le manuel des CEA) pourrait être calculé pour les régions, mais les chiffres ne comprennent cependant encore que l'agriculture traditionnelle. Pour l'horticulture, les chiffres régionaux sont de moins bonne qualité et ne peuvent probablement pas être utilisés à des fins analytiques. Pour le troisième volet des CEA indiqué au tableau 1, il n'existe pas de chiffres pour aucun type de ventilation régionale que ce soit.

Ventilation par chaîne de production

Grâce à la technique décrite au chapitre 6, les CEA en matière d'agriculture traditionnelle pourraient également être ventilés par chaîne de production. Le tableau 4 ci-dessous présente une telle ventilation.

Tableau 4: Chaîne de production du lait dans la zone 5a

Millions SEK		
Chaîne de production	5a	Total
Valeur brute	1491	10413
Aide	121	1240
Aide non spécifique d'un produit		
Revenus totaux	1612	11653
Cons. interm.	803	7297
Comp. main d'œuvre	121	683
Consom. capital fixe	286	1586
	1210	9566
Surplus d'exploitation	402	2087

Ce type de ventilation n'est pas exigé par Eurostat mais peut présenter un intérêt pour certaines analyses de la PAC, en particulier lorsque celle-ci subit des modifications. Les chiffres réels en matière d'aides et de prix du marché pourraient être remplacés par de nouveaux calculs relatifs aux modifications proposées ou décidées.

Le tableau 4 présente un calcul focalisé sur la production laitière de la zone 5a. Des calculs similaires peuvent être effectués pour d'autres zones et chaînes de production. Par exemple, pour des études de l'impact des modifications de la PAC, il pourrait être intéressant d'aller un peu plus loin en examinant plus en détail les aides et en les répartissant selon les volets concernés. Un tel calcul serait possible grâce aux chiffres du système SIGC.

Pour les indicateurs de surveillance et d'évaluation rurales et environnementales requis par la Commission, il pourrait s'avérer intéressant d'examiner un groupe cible spécifique extrait du système de classification par types. À l'aide de la technique décrite, les chiffres des CEA pourraient également être ventilés en de tels groupes de types. Des comparaisons seraient alors possibles entre ces groupes.

Les indicateurs de surveillance et d'évaluation demandés par le Comité STAR se focalisent souvent sur des modifications structurelles et économiques dans des groupes d'exploitations bénéficiant d'une aide spécifique, comparativement à des exploitations similaires qui n'en bénéficient pas. Les données des CEA ventilées ainsi que certaines données du RICA également ventilées pourraient constituer la base de ces indicateurs.

8. Problèmes de comparaisons de données entre pays

Lorsque l'on compare les chiffres de plusieurs pays, un des problèmes principaux est que l'on ne voit que le "sommet de l'iceberg". On ne peut en effet voir que les résultats finaux des calculs et non les données qui en sont à l'origine, ce qui n'est pas toujours suffisant lorsqu'il s'agit de procéder à une analyse. Pour être en mesure d'expliquer pourquoi un certain indicateur de revenus diffère d'un pays à l'autre, il est souvent essentiel d'avoir accès au moins aux données principales des pays concernés. Cela implique la nécessité d'approfondir

l'examen des données, une tâche pas toujours aisée même s'il s'agit de son propre pays. Peu de personnes ont la possibilité d'accéder aux données des CEA et d'en effectuer une analyse approfondie.

Si l'on veut étendre la connaissance des données, il est capital d'en faire de bonnes descriptions de base. Les descriptions exigées par Eurostat en sont un bon début.

La comparaison de chiffres entre pays pose trois principaux types de problèmes:

- 1) Le mélange vertical entre divers volets des CEA peut différer.
- 2) Les définitions des rubriques peuvent différer.
- 3) Les méthodes statistiques employées peuvent différer.

Le premier problème, déjà examiné au chapitre 5, est lié à la grande diversité d'activités représentées dans les CEA. Les chiffres des CEA peuvent représenter aussi bien les coûts d'emballage du raisin de table que les coûts des aliments destinés aux vaches laitières. Certaines activités peuvent en outre être fortement représentées dans un pays et pas du tout dans un autre.

Le second problème est lié au fait qu'un pays ne définit pas toujours une activité de la même façon qu'un autre. Nous en avons déjà vu un exemple au chapitre 5, lorsque nous avons constaté que la Suède et le Danemark n'ont pas la même approche de la rubrique Autres produits et services. Les différences peuvent concerner tant les éléments à inclure dans la rubrique que la population à considérer (les holdings agricoles ou tous les holdings).

Le troisième problème, peut-être le plus délicat, concerne la méthode employée pour l'estimation. Certaines divergences ont une influence minime, voire inexistante, alors que d'autres peuvent modifier l'image obtenue d'une façon non négligeable. Pour pouvoir trier les éléments en fonction de leur importance, il importe d'avoir accès aux données de base. Il est également très utile de pouvoir accéder aux chiffres clés permettant de tester le matériel statistique. Prenons comme exemple les UTA de la Suède et du Danemark, dont nous avons récemment établi certaines comparaisons. Celles-ci seront brièvement décrites ci-dessous.

En matière d'UTA, le Danemark dépasse légèrement les 80 000 unités, tandis que la valeur correspondante en Suède se situe à environ 82 000 unités (y compris les produits en serres). La production agricole danoise dépasse celle de la Suède. On s'attend donc naturellement à une valeur d'UTA supérieure au Danemark. D'autre part, le Danemark connaît des conditions plus propices à la production agricole que la Suède, ce qui serait plutôt en faveur d'une valeur d'UTA plus élevée en Suède qu'au Danemark. Afin de déterminer avec précision l'effet net de ces deux facteurs, il pourrait être fait usage du système suédois d'heures de travail standard, que nous avons décrit au chapitre 5.

Ce système varie selon les régions. La zone appelée "9s" présente les conditions les plus favorables à l'agriculture en Suède, encore meilleures que les conditions moyennes que connaît le Danemark. Si l'on applique les chiffres d'heures de travail standard de cette zone 9s aux chiffres structurels de l'agriculture danoise, on obtient les résultats présentés dans le tableau suivant, qui indique également les chiffres suédois à titre de comparaison.

Tableau 6: Heures de travail standard en

Suède et au Danemark (en millions d'heures)

	Lait	Bétail	Porcs	Céréales	Autres	Total	Rapport
Suède	48,0	20,3	9,5	16,4	12,9	107,1	
Danemark	62,2	13,6	18,6	12,5	14,3	121,2	0,90

Ces chiffres indiquent que l'agriculture danoise nécessite 10% d'heures de travail supplémentaires par rapport à l'agriculture suédoise.

On pourrait bien sûr supposer que les chiffres d'heures de travail standard sous-estiment les différences de conditions de production d'un pays à l'autre. Il y a néanmoins des différences notables entre les deux ensembles d'heures de travail standard de ces deux pays. La question est de savoir si ces différences doivent être encore plus fortes ou si un autre élément explique les différences d'UTA. Dans des conditions de production identiques, l'agriculteur suédois est-il moins efficace que l'agriculteur danois, ou s'agit-il d'un problème de mesure statistique? Le tableau ci-dessus soulève des questions sur lesquelles nous nous penchons actuellement.

Outre le problème des UTA, un examen superficiel nous a permis de noter des différences difficiles à expliquer entre la Suède et la Finlande en matière d'amortissements. Par ailleurs, la Finlande et le Danemark n'établissent pas de statistiques de la valeur des intérêts de revenus, contrairement à la pratique suédoise. Des différences méthodologiques pourraient exister à cet égard.

Les comparaisons établies jusqu'à présent l'ont été à un niveau superficiel, avec un examen plus approfondi dans les domaines où semblent exister des divergences. À l'avenir, nous espérons pouvoir établir des comparaisons plus systématiques là où des différences intéressantes peuvent être analysées et ce, afin d'obtenir des comparaisons valables entre certains des pays voisins de la Suède, tant en termes annuels qu'absolus. À ce propos, il est intéressant de se concentrer non seulement sur l'ensemble des CEA mais aussi, et peut-être encore davantage, sur son activité principale, à notre sens l'agriculture traditionnelle.

9. Conclusions

Les CEA constituent un outil important de mesure des divers indicateurs relatifs à plusieurs dimensions économiques du secteur agricole. L'emploi de cet outil pourrait encore s'élargir si davantage de données de base étaient mises à la disposition des États membres. Il est en effet crucial de disposer d'une quantité suffisante de données de base s'il l'on veut être en mesure de comprendre pourquoi les résultats diffèrent d'un pays à l'autre. Dans cette optique, un pas important à franchir consisterait à autoriser l'accès à une ventilation verticale des calculs, de manière à permettre la séparation entre l'agriculture traditionnelle, que nous considérons comme l'activité principale des CEA, et les autres postes.